



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU VAL-DE-MARNE

DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DES PROCEDURES D'UTILITE PUBLIQUE

DOSSIER N° : 2011/0436 94 10 047
COMMUNE : CHOISY-LE-ROI

ARRÊTÉ n°2019/01031 du 04/04/2019

portant réglementation complémentaire d'exploitation d'Installations Classées
pour la Protection de l'Environnement (I.C.P.E.)
Société VEOLIA EAU ÎLE-DE-FRANCE
sise à Choisy-le-Roi, 28 avenue Guynemer.

Le Préfet du Val-de-Marne
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment le livre 1^{er}, titre VIII « Procédures administratives », articles L.181-1 à L.181-3 et article 181-45, et le livre V, titre 1^{er} « Installations classées pour la protection de l'environnement » ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n° 2014-285 du 3 mars 2014, modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, modifié par le décret n° 2014-1501 du 12 décembre 2014 ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement ;

Vu la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 ;

Vu les arrêtés préfectoraux des 25 septembre 1987, 10 octobre 2001, 20 juillet 2004, 15 novembre 2013, 5 juin 2014, réglementant les activités classées pour la protection de l'environnement exploitées par la société VEOLIA EAU ÎLE-DE-FRANCE SNC, usine d'eau potable de Choisy-le-Roi, 28, avenue Guynemer à 94600 Choisy-le-Roi ;

Vu l'arrêté préfectoral 2019/00072 du 14 janvier 2019 portant délégation de signature à M. Jean-Philippe LEGUEULT, Sous-préfet de Nogent-sur-Marne ;

Vu la version 4.1 de l'étude de dangers transmise par l'exploitant, par courrier du 26 septembre 2017, référencée 1703EN1D1-41 -Réf. HSEDM/01/041 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 08 février 2019 proposant d'édicter un arrêté préfectoral complémentaire afin de prendre acte des informations contenues dans cette étude de dangers, du nouveau classement du site découlant des modifications de l'activité présentées et celles portant sur la nomenclature des installations classées et de procéder à une actualisation générale et une consolidation de la réglementation de l'établissement ;

Vu l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques émis lors de la séance du 12 mars 2019 ;

Vu le courriel de l'exploitant du 25 mars 2019 prenant acte de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant que la société VEOLIA EAU ÎLE-DE-FRANCE exploite une usine de production d'eau potable au 28, avenue Guynemer à Choisy-le-Roi ;

Considérant que l'examen de l'étude de dangers référencée 1703EN1D1-41 -Réf. HSEDM/01/041 – Version 4.1 de septembre 2017 reçue en préfecture le 28 septembre 2017 a montré que des phénomènes dangereux ont des effets hors du site (en tenant compte des effets indirects) ;

Considérant qu'en prenant en compte les mesures de maîtrise des risques identifiées, le nombre total d'accidents situés dans les cases « MMR rang 2 » est inférieur à 5 (quatre accidents se positionnent en case MMR rang 2 dans la grille d'appréciation définie dans la circulaire du 10 mai 2010 et un accident se positionne en case « acceptable » de cette même grille) ;

Considérant que les éléments fournis dans l'étude de dangers sont considérés comme suffisants pour répondre aux exigences réglementaires et permettre en aval l'appréciation de la démarche de maîtrise des risques ;

Considérant qu'il convient de prendre acte auprès de la société VEOLIA EAU ÎLE-DE-FRANCE de l'étude de dangers présentée concernant les installations classées exploitées au 28, avenue Guynemer à Choisy-le-Roi ;

Considérant qu'il convient de mettre à jour les prescriptions applicables au site ainsi que le classement des installations classées du site, découlant des modifications de l'activité présentées dans l'étude de dangers et de l'entrée en vigueur du décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 ;

Considérant qu'il convient de veiller à ce que ces activités ne présentent aucun des dangers ou inconvénients pour les intérêts visés aux articles L.181-3 et L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'exploitant a eu connaissance des conclusions du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques le 19 mars 2019 et a émis des observations dans le délai des 15 jours ;

Considérant que certaines prescriptions réglementant les conditions d'exploitation des installations classées contiennent des informations sensibles vis-à-vis de la sécurité publique et de la sécurité des personnes ;

Considérant que ces informations sensibles entrent dans le champ des exceptions prévues à l'article L.311-5 du code des relations entre le public et l'administration, et font l'objet d'annexes spécifiques non communicables ;

Sur la proposition de la Secrétaire générale de la préfecture du Val-de-Marne ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Il est pris acte auprès de la société VEOLIA EAU ÎLE-DE-FRANCE, dont le siège social se situe au 28, boulevard de Pesaro, Le Vermont, TSA 31197, 92 751 NANTERRE Cedex, de la mise à jour de l'étude de dangers de l'usine de production d'eau potable située au 28, avenue Guynemer à Choisy-le-Roi (94600).

Article 2 : La société VEOLIA EAU ÎLE-DE-FRANCE est tenue de se conformer aux prescriptions techniques annexées au présent arrêté pour l'exploitation de l'usine située à l'adresse précitée.

Article 3 : Les prescriptions précitées devront être respectées à compter de la notification du présent arrêté, excepté pour celles qui font l'objet d'échéances particulières fixées au Titre 15 - annexe III.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à la société VEOLIA EAU ÎLE-DE-FRANCE par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 5 : En application de l'article R.181-44, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Choisy-le-Roi et pourra y être consultée.

L'arrêté sera affiché à la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois. Le maire établira un certificat d'affichage attestant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture du Val-de-Marne.

L'arrêté est publié sur le site de la préfecture du Val-de-Marne et au recueil des actes administratifs.

Article 6 : Délais et voies de recours (Art. L514-6 du Code de l'Environnement) :

La présente décision, en application de l'article R181-50, est soumise à un contentieux de pleine juridiction, et peut être déférée au Tribunal administratif de MELUN :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L181-3, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage dudit arrêté.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 7 : La Secrétaire générale de la préfecture du Val-de-Marne, le maire de Choisy-le-Roi, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la société VEOLIA EAU Île-de-France et mis en ligne sur le site internet national de l'inspection des installations classées.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Nogent-sur-Marne



Jean-Philippe LEGUEULT

TABLE DES MATIÈRES

TITRE 1 - PORTÉE DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL.....	5
CHAPITRE 1.1 - Généralités.....	5
Article 1.1.1 - Champ d'application.....	5
Article 1.1.2 - Modifications et compléments apportées aux prescriptions des actes antérieurs.....	5
Article 1.1.3 - Actualisation du tableau de classement.....	6
Article 1.1.4 - Installations non visées par la nomenclature :.....	7
TITRE 2 - RÉGLEMENTATION APPLICABLE.....	8
TITRE 3 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES.....	9
CHAPITRE 3.1 - Conformité au dossier.....	9
Article 3.1.1 - Modifications.....	9
Article 3.1.2 - Changement d'exploitant.....	9
Article 3.1.3 - Mise à jour des études d'impact et de dangers.....	9
Article 3.1.4 - Équipements abandonnés.....	9
Article 3.1.5 - Cessation d'activité.....	9
TITRE 4 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....	11
CHAPITRE 4.1 - Exploitation des installations.....	11
Article 4.1.1 - Objectifs généraux.....	11
Article 4.1.2 - Consignes d'exploitation.....	11
Article 4.1.3 - Formation du personnel.....	11
CHAPITRE 4.2 - Réserves de produits ou matières consommables.....	12
Article 4.2.1 - Réserves de produits.....	12
CHAPITRE 4.3 - Intégration dans le paysage.....	12
Article 4.3.1 - Propreté.....	12
Article 4.3.2 - Esthétique.....	12
CHAPITRE 4.4 - Incidents ou accidents.....	12
Article 4.4.1 - Déclaration et rapport.....	12
TITRE 5 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....	13
CHAPITRE 5.1 - Conception des installations.....	13
Article 5.1.1 - Dispositions générales.....	13
Article 5.1.2 - Pollutions accidentelles.....	13
Article 5.1.3 - Odeurs.....	13
Article 5.1.4 - Voies de circulation.....	13
Article 5.1.5 - Émissions diffuses et envois de poussières.....	14
CHAPITRE 5.2 - Conditions de rejet.....	14
Article 5.2.1 - Dispositions générales.....	14
TITRE 6 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	15
CHAPITRE 6.1 - Prélèvements et consommation d'eau.....	15
Article 6.1.1 - Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu.....	15
Article 6.1.2 - Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement.....	15
CHAPITRE 6.2 - Collecte des effluents liquides.....	15
Article 6.2.1 - Dispositions générales.....	15
Article 6.2.2 - Nature des effluents.....	15
Article 6.2.3 - Plan des réseaux.....	16
Article 6.2.4 - Entretien et surveillance.....	16
Article 6.2.5 - Protection des réseaux internes à l'établissement.....	16
CHAPITRE 6.3 - Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu.....	16

Article 6.3.1 - Dispositions générales.....	16
Article 6.3.2 - Valeurs limites de rejet.....	16
Article 6.3.3 - Interdiction de rejet en nappe.....	17
Article 6.3.4 - Épandage.....	17
CHAPITRE 6.4 - Inondation.....	17
Article 6.4.1 - Risque inondation.....	17
CHAPITRE 6.5 - Protection de la santé de la flore et de la faune aquatique.....	17
TITRE 7 - DÉCHETS.....	18
CHAPITRE 7.1 - Principes de gestion.....	18
Article 7.1.1 - Limitation de la production de déchets.....	18
Article 7.1.2 - Séparation des déchets.....	18
Article 7.1.3 - Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets.....	18
Article 7.1.4 - Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement.....	19
Article 7.1.5 - Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement.....	19
Article 7.1.6 - Transport.....	19
TITRE 8 - SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES.....	20
CHAPITRE 8.1 - Dispositions générales.....	20
Article 8.1.1 - Identification des produits.....	20
Article 8.1.2 - Étiquetage des substances et mélanges dangereux.....	20
CHAPITRE 8.2 - Substance et produits dangereux pour l'homme et l'environnement.....	20
Article 8.2.1 - Substances interdites ou restreintes.....	20
Article 8.2.2 - Substances extrêmement préoccupantes.....	20
Article 8.2.3 - Substances soumises à autorisation.....	21
Article 8.2.4 - Produits biocides - Substances candidates à substitution.....	21
Article 8.2.5 - Substances à impacts sur la couche d'ozone (et le climat).....	21
TITRE 9 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.....	22
CHAPITRE 9.1 - Dispositions générales.....	22
Article 9.1.1 - Aménagements.....	22
Article 9.1.2 - Véhicules et engins.....	22
Article 9.1.3 - Appareils de communication.....	22
CHAPITRE 9.2 - Niveaux acoustiques.....	22
Article 9.2.1 - Valeurs limites d'émergence.....	22
Article 9.2.2 - Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation.....	23
CHAPITRE 9.3 - Vibrations.....	23
Article 9.3.1 - Vibrations.....	23
TITRE 10 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	24
CHAPITRE 10.1 - Généralités.....	24
Article 10.1.1 - Localisation des risques.....	24
Article 10.1.2 - État des stocks de produits dangereux.....	24
Article 10.1.3 - Exploitation / Réservoirs de stockage de produits chimiques.....	24
Article 10.1.4 - Circulation dans l'établissement.....	25
Article 10.1.5 - Accès à l'établissement et surveillance.....	25
CHAPITRE 10.2 - Dispositifs de prévention des accidents.....	25
Article 10.2.1 - Matériels utilisables en atmosphères explosibles.....	25
Article 10.2.2 - Installations électriques.....	25
Article 10.2.3 - Dispositions relatives à la protection contre la foudre.....	26
Article 10.2.4 - Ventilation des locaux.....	26
Article 10.2.5 - Prévention des risques liés au vieillissement des installations.....	26
CHAPITRE 10.3 - Étude de dangers.....	26
Article 10.3.1 - Donner acte de l'étude de dangers.....	26

Article 10.3.2 - Liste des mesures de maîtrise des risques.....	26
Article 10.3.3 - Domaine de fonctionnement sûr des procédés.....	27
Article 10.3.4 - Gestion des anomalies et défaillances de mesure de maîtrise des risques.....	27
Article 10.3.5 - Alimentation électrique.....	27
CHAPITRE 10.4 - CHAPITRE 10.4 – Mesures de maîtrise des risques.....	28
CHAPITRE 10.5 - Moyens d'intervention et de lutte contre l'incendie.....	28
Article 10.5.1 - Moyens de lutte contre l'incendie.....	28
CHAPITRE 10.6 - Prévention des pollutions accidentelles.....	28
Article 10.6.1 - Rétentions.....	28
Article 10.6.2 - Plaque indicatrice de manœuvre.....	29
Article 10.6.3 - Sols des aires et locaux de stockage.....	29
Article 10.6.4 - Confinement.....	29
Article 10.6.5 - Dispositifs d'obturation.....	30
CHAPITRE 10.7 - Plan d'organisation des secours.....	30
Article 10.7.1 - Plan d'organisation des secours (POS).....	30
CHAPITRE 10.8 - Politique de prévention des accidents majeurs (PPAM).....	31
Article 10.8.1 - Politique de prévention des accidents majeurs (PPAM).....	31
TITRE 11 - DISPOSITIONS APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS.....	32
CHAPITRE 11.1 - Dispositions particulières applicables au dépôt de soude.....	32
Article 11.1.1 - Installations.....	32
Article 11.1.2 - Dispositions particulières.....	32
Article 11.1.3 - Règles d'implantation.....	32
Article 11.1.4 - Interdiction d'habitations au-dessus des installations.....	32
Article 11.1.5 - Comportement au feu des bâtiments.....	32
Article 11.1.6 - Dégagements.....	32
Article 11.1.7 - Accessibilité.....	33
Article 11.1.8 - Ventilation.....	33
Article 11.1.9 - Interrupteur général.....	33
Article 11.1.10 - Éclairage de sécurité.....	33
Article 11.1.11 - Cuvettes de rétention.....	33
Article 11.1.12 - Repérage des conduits.....	33
Article 11.1.13 - Surveillance de l'exploitation.....	33
Article 11.1.14 - Propreté.....	34
Article 11.1.15 - Protection individuelle.....	34
Article 11.1.16 - Moyens de secours contre l'incendie.....	35
Article 11.1.17 - Consignes de sécurité.....	35
Article 11.1.18 - Stockage et manipulation.....	35
Article 11.1.19 - Mise en service.....	36
CHAPITRE 11.2 - Dispositions particulières applicables au dépôt de charbon actif en poudre (CAP).....	37
Article 11.2.1 - Caractéristiques.....	37
Article 11.2.2 - Conception des installations.....	37
Article 11.2.3 - Communication avec les locaux mitoyens.....	37
Article 11.2.4 - Risque incendie.....	37
Article 11.2.5 - Aires de chargement et de déchargement.....	37
Article 11.2.6 - Modalité de conservation.....	38
Article 11.2.7 - Manipulation.....	38
Article 11.2.8 - Modalités de transport du charbon actif.....	38
Article 11.2.9 - Mise à la terre.....	38
Article 11.2.10 - Chauffage des locaux.....	38
Article 11.2.11 - Interdiction de stockage de produits inflammables ou combustibles.....	38
TITRE 12 - ÉCHÉANCIER.....	39
TITRE 13 - Annexe I : Plans des installations (Non communicable au public).....	43
TITRE 14 - Annexe II : Tableau de classement détaillé (Non communicable au public).....	44

TITRE 15 - Annexe III : Détails du chapitre 10.4 " Mesures de maîtrise des risques " et du TITRE 12 " Échéancier " (Non communicable au public).....46

TITRE 1 - PORTÉE DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**CHAPITRE 1.1 - GÉNÉRALITÉS****Article 1.1.1 - Champ d'application**

La Société VEOLIA EAU d'ILE DE FRANCE SNC, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé Immeuble « Le Vermont », 28, Boulevard de Pesaro - 92000 NANTERRE, est tenue de se conformer aux prescriptions techniques du présent arrêté pour l'exploitation, pour le compte du Syndicat des Eaux d'Île de France, dont le siège est situé 14, rue Saint Benoit - 75 006 PARIS, de l'établissement situé 28 avenue Guynemer, à Choisy-le-Roi. Ces prescriptions techniques visent à garantir des risques acceptables de l'installation vis-à-vis des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Article 1.1.2 - Modifications et compléments apportées aux prescriptions des actes antérieurs

Cet arrêté préfectoral complémentaire est pris dans le cadre de la mise à jour de l'étude de dangers.

La totalité des prescriptions du présent arrêté complémentaire sont applicables aux installations dès notification de l'arrêté à l'exploitant.

Les arrêtés préfectoraux antérieurs et leurs prescriptions associées sont abrogés ou modifiés conformément au tableau suivant :

Référence des arrêtés préfectoraux antérieurs	Référence des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications
Arrêté préfectoral n°87-4448 du 25 septembre 1987 portant réglementation codificative.	Articles 1 à 3	Abrogés et remplacés par les dispositions du présent arrêté.
Arrêté préfectoral complémentaire n°2001-3686 du 10 octobre 2001.	Annexe technique	Abrogée et remplacée par les dispositions du présent arrêté
Arrêté préfectoral n°2004-2615 du 20 juillet 2004 portant autorisation d'extension du dépôt de soude	Annexe technique	Abrogée et remplacée par les dispositions du présent arrêté
Arrêté préfectoral complémentaire n°2013-3379 du 15 novembre 2013.	Arrêté abrogé	Les dispositions techniques de son article 1 ^{er} sont reprises dans le présent arrêté

En tout état de cause, les dispositions du présent arrêté annulent et remplacent toute disposition contraire des précédents arrêtés préfectoraux.

Article 1.1.3 - Actualisation du tableau de classement

Le classement des installations est actualisé ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} juin 2015 :

Rubrique	régime	Libellé de la rubrique	Volume ou tonnage maximal autorisé
1XXX	A	Substance nommément désignée.	Voir annexe Informations sensibles - Non communicable au public
3420-c	A	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques inorganiques, tels que : c) Bases, telles que hydroxyde d'ammonium, hydroxyde de potassium, hydroxyde de sodium	Voir annexe Informations sensibles - Non communicable au public
4001	A	Installations présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux et vérifiant la règle de cumul seuil bas ou la règle de cumul seuil haut mentionnées au II de l'article R. 511-11.	/
1185-2-b	D	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg	255 kg
2910-A-2	DC	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, à la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b)i) ou au b)iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b)iv) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale de l'installation est supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	5,3 MW
4510-2	DC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	Voir annexe Informations sensibles - Non communicable au public
47XX	DC	Substance nommément désignée	Voir annexe Informations sensibles - Non communicable au public
4734	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naptas ; kérosène (carburant avion compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement	67,6 t

AS : SEVESO seuil haut ; A : autorisation ; E : enregistrement ; D : déclaration ; DC : déclaration avec contrôle périodique ; NC : non classé

Des détails complémentaires sur la nature des produits et la nature des installations concernés par le classement figurent à l'annexe II du présent arrêté " informations sensibles – Non communicables au public ".

Le site relève de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif « à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ».

L'établissement est un « établissement seuil bas » au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre I^{er} du livre V du code de l'environnement.

Article 1.1.4 - Installations non visées par la nomenclature :

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnées ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

TITRE 2 - RÉGLEMENTATION APPLICABLE

Sont applicables aux installations du site :

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par des arrêtés préfectoraux.

TITRE 3 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

CHAPITRE 3.1 - CONFORMITÉ AU DOSSIER

Les installations, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans l'étude de dangers référencée 1703EN1D1-41 – Ref. HSEDM/01/041 – Sept 2017 -Version 4.1 reçue en préfecture du Val-de-Marne le 28 septembre 2017.

En tout état de cause, elles respectent les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et des autres réglementations en vigueur.

Article 3.1.1 - Modifications

Conformément aux dispositions de l'article R 181-46 du code de l'environnement, toute modification apportée aux activités, installations, à leur modalité d'exploitation ou de mise en œuvre, à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments de l'étude de dangers référencée 1703EN1D1-41 – Ref. HSEDM/01/041 – Sept 2017 -Version 4.1 est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 3.1.2 - Changement d'exploitant

Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet dans les formes et conditions fixées à l'article R. 181-47 du code de l'environnement.

Article 3.1.3 - Mise à jour des études d'impact et de dangers

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Article 3.1.4 - Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 3.1.5 - Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures prévues par les articles R 512-39-1 à R 512-39-6, R 512-46-25 à R 512-46-29 ; R 512-66-1 et R 512-66-2 du code de l'environnement, lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt dans les délais fixés par les articles R 512-39-1-I (Autorisation), R 512-46-25-I (Enregistrement) et R 512-66-1-I (Déclaration).

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé conformément aux dispositions du code de l'environnement applicables à la date de cessation d'activité des installations et prenant en compte tant les dispositions de la section 1 du Livre V du Titre I du chapitre II du Code de l'Environnement, que celles de la section 8 du chapitre V du même titre et du même livre.

TITRE 4 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 4.1 - EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

Article 4.1.1 - Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et la conduite des installations pour :

- limiter la consommation d'eau,
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- gérer les effluents et les déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Article 4.1.2 - Consignes d'exploitation

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues aux articles 10.6.4 et 10.6.5,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Article 4.1.3 - Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel

intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents aux installations, la conduite à tenir en cas d'accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien, en particulier pour le personnel en charge des opérations de dépotage et de mise en œuvre des produits chimiques sur le site.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés et leurs incompatibilités chimiques,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à l'exploitation des installations en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci.

Les opérations de dépotage sur le site sont assurées par des agents habilités et nommément désignés par le directeur de l'établissement. La liste de ces personnes est tenue à jour et tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 4.2 - RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

Article 4.2.1 - Réserves de produits

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 4.3 - INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

Article 4.3.1 - Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ...

Article 4.3.2 - Esthétique

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

CHAPITRE 4.4 - INCIDENTS OU ACCIDENTS

Article 4.4.1 - Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

TITRE 5 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 5.1 - CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 5.1.1 - Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Article 5.1.2 - Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne sont tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

Article 5.1.3 - Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

Article 5.1.4 - Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,

- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Article 5.1.5 - Émissions diffuses et envols de poussières

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (réceptiers, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

CHAPITRE 5.2 - CONDITIONS DE REJET

Article 5.2.1 - Dispositions générales

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

TITRE 6 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 6.1 - PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU

Article 6.1.1 - Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

Article 6.1.2 - Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

Tous les appareils, capacités, circuits utilisés pour une fabrication ou un traitement de quelque nature que ce soit, raccordés à un réseau d'eau potable, sont dotés d'un réservoir de coupure ou d'un dispositif de disconnexion destiné à protéger ce réseau d'une pollution pouvant résulter de l'inversion accidentelle du sens normal d'écoulement de l'eau

Les dispositifs de disconnexion sont périodiquement contrôlés, par un technicien agréé, conformément au code de la santé publique. Les justificatifs sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 6.2 - COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

Article 6.2.1 - Dispositions générales

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 6.2.2 ou non conforme aux dispositions du chapitre 6.3 est interdit.

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Article 6.2.2 - Nature des effluents

On distingue dans l'établissement :

- les eaux domestiques (douches, sanitaires, cuisine),
- les eaux pluviales non polluées,
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées,
- les effluents industriels tels que les eaux de rinçage, de procédé, liés aux installations classées,
- les effluents liés au process de traitement des eaux,

Le réseau de collecte et d'assainissement est interne à l'établissement. Il n'y transite aucun effluent issu du réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

Les installations classées ne génèrent pas, en fonctionnement normal, d'effluents liquides à l'exception des

éventuelles eaux de refroidissement.

Article 6.2.3 - Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Article 6.2.4 - Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Article 6.2.5 - Protection des réseaux internes à l'établissement

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

CHAPITRE 6.3 - TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

Article 6.3.1 - Dispositions générales

Les prélèvements et rejets en Seine doivent répondre aux dispositions de l'arrêté inter-préfectoral n°2008/88 du 8 janvier 2008, modifié par l'arrêté inter-préfectoral n°2010/6845 du 30 septembre 2010, portant déclaration d'utilité publique des périmètres de protection de la prise d'eau, autorisation de traitement et de distribution d'eau potable et autorisation de prélèvement et de rejet en Seine, de l'usine du syndicat des eaux d'Île-de-France, sise à Choisy-le-Roi,

Article 6.3.2 - Valeurs limites de rejet

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident, tels que rupture de récipients, déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou les milieux naturels (nappe, sol, etc.). Leur évacuation éventuelle, après accident, doit se faire comme des déchets dans les conditions prévues au chapitre 7 ci-dessous.

Les eaux de ruissellement provenant des installations classées et des installations annexes ou connexes aux installations classées (provenant des eaux pluviales sur les toitures, des aires de stockage, des voies de circulation, des aires de stationnement et autres surfaces imperméables) seront collectées et, si nécessaire, traitées avant d'être rejetées dans le milieu naturel.

Sans préjudice des dispositions particulières imposées par la loi sur l'eau, ou tout texte pris pour son application, l'évacuation des éventuels effluents provenant des installations classées (effluents industriels, eaux pluviales susceptibles d'être polluées ...) dans le milieu naturel doit être à minima conforme aux

dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, ou à tout texte ultérieur qui s'y substituerait ; notamment, les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

- pH 6,5-8,5
- température < 28 °C
- MES 100 mg/l si le flux journalier maximal n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au delà
- DBO5 100 mg/l si le flux journalier maximal n'excède pas 30 kg/j, 30 mg/l au delà
- DCO 300 mg/l si le flux journalier maximal n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au delà
- Indice phénols 0,3 mg/l si le flux est supérieur à 3 g/j
- Chrome hexavalent et composés (en Cr⁶⁺) 50 µg/l si le flux est supérieur à 1 g/j
- Cyanures libres (en CN⁻) 0,1 mg/l si le flux est supérieur à 1 g/j
- AOX 1 mg/l si le flux est supérieur à 30 g/j
- Hydrocarbures totaux 10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j
- Métaux totaux (NFT 90-112) 15 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite et ne constitue pas un moyen de traitement.

Article 6.3.3 - Interdiction de rejet en nappe

Le rejet direct ou indirect, même après épuration, d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit.

Article 6.3.4 - Épandage

L'épandage des eaux résiduaires, des boues et des déchets est interdit, sauf autorisation préfectorale explicite.

CHAPITRE 6.4 - INONDATION

Article 6.4.1 - Risque inondation

L'établissement est soumis aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2007 relatif au plan de prévention du risque inondation (PPRI) sur le département du Val de Marne et notamment son titre IV.

Pour les zones submersibles du site de l'usine de dépollution des eaux, l'exploitant prend toutes dispositions, en cas d'annonce de crue, pour :

- mettre en sécurité les bâtiments et installations situées dans ces zones,
- mettre en sécurité ou évacuer l'ensemble des produits susceptibles de générer un écoulement direct ou indirect de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel,
- le cas échéant, être en mesure, dans un délai de 48 heures, d'arrêter les installations et garantir l'absence de risque et de pollution une fois l'installation arrêtée.

Une procédure permettant la réalisation de ces objectifs est établie. Elle est tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

CHAPITRE 6.5 - PROTECTION DE LA SANTÉ DE LA FLORE ET DE LA FAUNE AQUATIQUE

Les articles suivants du code de l'environnement sont applicables :

- L. 216-6 visant les rejets délictueux susceptibles de porter atteinte à la santé, ou provoquer des dommages à la flore ou à la faune à l'exception des poissons,
- L. 432-2 visant des rejets délictueux susceptibles d'avoir des effets nuisibles sur les poissons d'eau douce.

TITRE 7 - DÉCHETS

CHAPITRE 7.1 - PRINCIPES DE GESTION

Article 7.1.1 - Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
 - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
 - b) le recyclage ;
 - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
 - d) l'élimination .

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 7.1.2 - Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.

Article 7.1.3 - Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Article 7.1.4 - Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Article 7.1.5 - Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement

À l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite (brûlage à l'air libre, mise en dépôt à titre définitif).

La quantité de déchets stockés sur le site ne dépasse pas la quantité mensuelle produite (sauf en situation exceptionnelle justifiée par des contraintes extérieures à l'établissement comme les déchets générés en faible quantité (< 5 t/an) ou faisant l'objet de campagne d'élimination spécifique). En tout état de cause ce délai ne dépasse pas 1 an.

Article 7.1.6 - Transport

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Les opérations de transports de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

TITRE 8 - SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES

CHAPITRE 8.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 8.1.1 - Identification des produits

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier :

- les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site.

Article 8.1.2 - Étiquetage des substances et mélanges dangereux

Les fûts, réservoirs et autre emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.

Les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux devront également être munies du pictogramme défini par le règlement susvisé.

CHAPITRE 8.2 - SUBSTANCE ET PRODUITS DANGEREUX POUR L'HOMME ET L'ENVIRONNEMENT

Article 8.2.1 - Substances interdites ou restreintes

L'exploitant s'assure que les substances et produits présent sur le site ne sont pas interdits au titre des réglementations européennes, et notamment :

- qu'il n'utilise pas, ni ne fabrique, de produits biocides contenant des substances actives ayant fait l'objet d'une décision de non-approbation au titre de la directive 98/8 et du règlement 528/2012,
- qu'il respecte les interdictions du règlement n°850/2004 sur les polluants organiques persistants ;
- qu'il respecte les restrictions inscrites à l'annexe XVII du règlement n°1907/2006.

S'il estime que ses usages sont couverts par d'éventuelles dérogations à ces limitations, l'exploitant tient l'analyse correspondante à la disposition de l'inspection.

Article 8.2.2 - Substances extrêmement préoccupantes

L'exploitant établit et met à jour régulièrement, et en tout état de cause au moins une fois par an, la liste des substances qu'il fabrique, importe ou utilise et qui figurent à la liste des substances candidates à l'autorisation telle qu'établie par l'Agence européenne des produits chimiques en vertu de l'article 59 du règlement 1907/2006. L'exploitant tient cette liste à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.2.3 - Substances soumises à autorisation

Si la liste établie en application de l'article précédent contient des substances inscrites à l'annexe XIV du règlement 1907/2006, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées sous un délai de 3 mois après la mise à jour de ladite liste.

L'exploitant précise alors, pour ces substances, la manière dont il entend assurer sa conformité avec le règlement 1907/2006, par exemple s'il prévoit de substituer la substance considérée, s'il estime que son utilisation est exemptée de cette procédure ou s'il prévoit d'être couvert par une demande d'autorisation soumise à l'Agence européenne des produits chimiques.

S'il bénéficie d'une autorisation délivrée au titre des articles 60 et 61 du règlement n°1907/2006, l'exploitant tient à disposition de l'inspection une copie de cette décision et notamment des mesures de gestion qu'elle prévoit.

Dans tous les cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection les mesures de gestion qu'il a adoptées pour la protection de la santé humaine et de l'environnement et, le cas échéant, le suivi des rejets dans l'environnement de ces substances.

Article 8.2.4 - Produits biocides - Substances candidates à substitution

L'exploitant recense les produits biocides utilisés pour les besoins des procédés industriels et dont les substances actives ont été identifiées, en raison de leurs propriétés de danger, comme « candidates à la substitution », au sens du règlement n°528/2012. Ce recensement est mis à jour régulièrement, et en tout état de cause au moins une fois par an.

Pour les substances et produits identifiés, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection son analyse sur les possibilités de substitution de ces substances et les mesures de gestion qu'il a adoptées pour la protection de la santé humaine et de l'environnement et le suivi des rejets dans l'environnement de ces substances.

Article 8.2.5 - Substances à impacts sur la couche d'ozone (et le climat)

L'exploitant informe l'inspection des installations classées s'il dispose d'équipements de réfrigération, climatisations et pompes à chaleur contenant des chlorofluorocarbures et hydrochlorofluorocarbures, tels que définis par le règlement n°1005/2009.

S'il dispose d'équipements de réfrigération, de climatisations et de pompes à chaleur contenant des gaz à effet de serre fluorés, tels que définis par le règlement n°517/2014, et dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500, l'exploitant en tient la liste à la disposition de l'inspection.

TITRE 9 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 9.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 9.1.1 - Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Article 9.1.2 - Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R 571-1 à R 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

Article 9.1.3 - Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 9.2 - NIVEAUX ACOUSTIQUES

Article 9.2.1 - Valeurs limites d'émergence

Définition de l'émergence :

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (mesurés lorsque l'établissement est en fonctionnement) et les niveaux sonores correspondant au bruit résiduel (établissement à l'arrêt).

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer, dans les zones à émergence réglementée telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessous :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

Article 9.2.2 - Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite :

Période	Période de jour Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit Allant de 22h à 7h,
Niveau sonore limite admissible	70 dB (A)	60 dB (A)

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurnes ou nocturnes définies dans le tableau ci-dessus.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 et dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations.

Les points de mesure en zone à émergence réglementée sont choisis de façon à être :

- représentatifs du type d'occupation, par les riverains, au voisinage des installations
- représentatifs de leur exposition aux installations bruyantes du site
- reproductibles lors des mesures ultérieures

CHAPITRE 9.3 - VIBRATIONS

Article 9.3.1 - Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 10 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 10.1 - GÉNÉRALITÉS

Article 10.1.1 - Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

Article 10.1.2 - État des stocks de produits dangereux

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre, renseigné en temps réel, est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Cet état permet notamment de s'assurer du :

- non dépassement des quantités de produits chimiques fixées dans le tableau de classement des installations de l'article 1.1.3 du présent arrêté,
- statut Seveso « Seuil bas » de l'établissement selon les critères de classement définis aux articles R. 511-10 et suivants du code de l'environnement.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter, en caractères très lisibles, le nom des produits et s'il y a lieu, les symboles et mentions de danger, conformément au règlement européen n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges (dit règlement CLP) ou aux règlements relatifs au transport de matières dangereuses.

Les aires de chargement et de déchargement de produits chimiques sur le site comportent également un affichage en caractères très lisibles du nom des produits à dépoter, des symboles de dangers correspondants et du code ONU transport, conformément au règlement CLP et aux règlements relatifs au transport de matières dangereuses.

Article 10.1.3 - Exploitation / Réservoirs de stockage de produits chimiques

L'exploitant procède au comptage des opérations de dépotage de produits chimiques effectuées sur le site. Le nombre et la nature des opérations de dépotage sont reportées sur un registre tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

A titre indicatif, le nombre d'opérations de dépotage effectuées sur le site, selon les données de l'étude de dangers version 4.1 de septembre 2017, est de 240, réparties de la façon suivante :

- 20 livraisons pour l'acide sulfurique,
- 140 livraisons pour le coagulant,
- 30 livraisons pour le bisulfite de sodium,
- 30 livraisons pour l'hypochlorite de sodium,
- 20 livraisons pour la soude.

L'exploitant procède annuellement à un bilan des opérations de dépotage et actualise si nécessaire l'étude

de dangers susvisée (calculs de probabilité des scénarios concernés). Ce bilan et ses conclusions sont transmis au préfet avant le 1^{er} avril de l'année qui suit l'année d'étude.

Les opérations de remplissage et de vidange des réservoirs de stockage de produits chimiques s'effectuent au moyen de tuyauteries et moyens de manutention en matériaux résistant à l'action chimique du liquide. Le bon état de ces équipements doit être vérifié régulièrement.

Toutes dispositions sont prises pour éviter le débordement des réservoirs en cours de remplissage, via notamment la mise en place de détecteurs de niveau haut commandant simultanément l'arrêt du remplissage et le déclenchement d'un signal reporté au poste de supervision de l'établissement.

Les événements des réservoirs permettant l'évacuation de l'air des réservoirs lors de leur remplissage ou la pénétration de l'air lors de leur vidange sont dimensionnés de façon à ce qu'il ne résulte jamais, en fonctionnement normal, de surpressions ou de dépressions notables à l'intérieur des capacités de stockage.

Article 10.1.4 - Circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les livraisons de produits chimiques respectent les dispositions de l'article 10.1.3 des présentes prescriptions.

Le site dispose par ailleurs d'un plan de circulation.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

Les installations (bâtiments, aires de stockage, etc.) sont accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

Article 10.1.5 - Accès à l'établissement et surveillance

L'exploitant met en place une clôture qui interdit l'accès aux installations aux personnes non autorisées, en particulier pendant les périodes de non fonctionnement.

Toute personne étrangère ou non autorisée ne doit pas avoir libre accès aux installations.

Les conditions d'accueil des visiteurs sur le site respectent les dispositions de l'article 10.4.3 de l'annexe III du présent arrêté.

Un camion de livraison de produits chimiques ne peut entrer et circuler dans l'enceinte de l'établissement sans y être autorisé et doit être accompagné par un agent d'exploitation de l'établissement habilité aux opérations de dépotage.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Une surveillance du site est assurée en permanence.

L'exploitant prend toute dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement, à tout moment, sur les lieux, en cas de besoin.

CHAPITRE 10.2 - DISPOSITIFS DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

Article 10.2.1 - Matériels utilisables en atmosphères explosibles

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 10.1.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 modifié, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible.

Article 10.2.2 - Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses

installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Article 10.2.3 - Dispositions relatives à la protection contre la foudre

Les dispositions relatives à la protection contre la foudre de la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sont applicables.

Article 10.2.4 - Ventilation des locaux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (*par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite*).

Article 10.2.5 - Prévention des risques liés au vieillissement des installations

Les dispositions relatives à la prévention des risques liés au vieillissement de certains équipements de la section I de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sont applicables et notamment les dispositions de l'article 7 relatives à la prévention des risques liés au vieillissement des mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité.

Les systèmes instrumentés de sécurité visés à l'article 10.4.4 de l'annexe III des présentes prescriptions sont intégrés au programme de surveillance au fil de leur mise en service.

CHAPITRE 10.3 - ÉTUDE DE DANGERS

Article 10.3.1 - Donner acte de l'étude de dangers

Il est donné acte de l'étude de dangers de l'établissement constituée du document référencé 1703EN1D1-41-Ref. HSEDM/01/041 - Sept 2017 - Version 4.1.

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des installations et équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures de maîtrise des risques, des mesures d'organisation et de formation mentionnées dans l'étude de dangers.

Article 10.3.2 - Liste des mesures de maîtrise des risques

Les mesures de maîtrise des risques sont conçues, implantées et exploitées de façon à être protégées des effets générés par les phénomènes dangereux pour lesquels elles ont été mises en œuvre.

Pour les phénomènes dangereux susceptibles d'avoir des effets hors de l'établissement, l'ensemble des

mesures de maîtrise des risques, techniques et organisationnelles, prescrites ou figurant dans l'étude de dangers des installations visées dans le présent arrêté, ont une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, sont efficaces, testées et maintenues de façon à garantir la pérennité de leur action.

L'exploitant dispose de la liste des mesures de maîtrise des risques qu'il a identifiées et des opérations de maintenance qu'il y apporte. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux.

Les paramètres relatifs aux performances de ces mesures de maîtrise des risques sont définis et suivis, leurs dérives détectées et corrigées, dans le cadre des procédures mises en place par l'exploitant.

L'exploitant met à disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des documents permettant de justifier du respect des critères détaillés dans le paragraphe précédent, notamment :

- les programmes d'essais périodiques de ces mesures de maîtrise des risques ;
- les résultats de ces programmes ;
- les actions de maintenance préventives ou correctives réalisées sur ces mesures de maîtrise des risques.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

Article 10.3.3 - Domaine de fonctionnement sûr des procédés

L'exploitant établit, sous sa responsabilité, les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations.

L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr.

Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.

Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive.

Article 10.3.4 - Gestion des anomalies et défaillances de mesure de maîtrise des risques

Les anomalies et les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant dans le cadre d'un processus d'amélioration continue selon les principales étapes mentionnées à l'alinéa suivant.

Ces anomalies et défaillances doivent :

- être signalées et enregistrées,
- être hiérarchisées et analysées,
- donner lieu dans les meilleurs délais à la définition et à la mise en place de parades techniques ou organisationnelles, dont l'application est suivie dans la durée.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un registre dans lequel ces différentes étapes sont consignées.

Article 10.3.5 - Alimentation électrique

Les mesures de maîtrise des risques doivent pouvoir être maintenues en service ou mises en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

CHAPITRE 10.4 - CHAPITRE 10.4 – MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES

Les dispositions relatives aux mesures de maîtrise des risques ainsi que l'échéancier associé sont détaillés à l'annexe III du présent arrêté.

CHAPITRE 10.5 - MOYENS D'INTERVENTION ET DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Article 10.5.1 - Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et compatibles avec la nature des produits stockés, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque installation, comme prévu à l'article 10.1.1 ;
- de 13 poteaux incendie au minimum d'un diamètre nominal DN100 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 m d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins 2 h et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 m maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).
Les réseaux garantissent l'alimentation des appareils sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- de robinets d'incendie armés en nombre suffisant et répartis au sein de l'établissement ;
- de réserves d'absorbants adaptés au risque et de pelles.

L'exploitant s'assure que les moyens d'intervention dont il dispose sur le site sont suffisants et compatibles avec la nature des produits chimiques sur le site, en particulier pour ce qui concerne les stockages d'acide sulfurique, d'hypochlorite de sodium, de coagulant et de bisulfite de sodium.

Des panneaux signalisateurs indiquent au niveau des stockages de produits chimiques, la nature des produits et les moyens spécifiques d'extinction à employer.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur et au moins une fois par an.

CHAPITRE 10.6 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Article 10.6.1 - Rétentions

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols ou d'un liquide inflammable ou d'un liquide combustible de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs ou récipients associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,

- dans tous les cas 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

L'exploitant veille à ce que les capacités de rétention soient disponibles en permanence.

II. Les rétentions sont étanches et résistent à l'action physico-chimique des liquides pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Elles font l'objet d'un examen visuel approfondi annuellement et d'une maintenance appropriée.

Tout stockage d'un liquide inflammable ou d'un liquide combustible de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C est associé à une capacité de rétention dont les parois sont incombustibles. Si le volume de ces rétentions est supérieur à 3 000 litres, les parois sont RE 30.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Les réservoirs des produits chimiques liquides sont associés à des capacités de rétention disposant de détecteurs de fuite déclenchant, en présence de liquide, une alarme au poste de commande.

Le stockage sous le niveau du sol des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est interdit.

Pour les stockages à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Article 10.6.2 - Plaque indicatrice de manœuvre

Une plaque indicatrice de manœuvre est installée de façon inaltérable près des dispositifs de commande et de coupure ayant une fonction de sécurité.

Article 10.6.3 - Sols des aires et locaux de stockage

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

L'état de ces aires et locaux fait l'objet d'un contrôle visuel. En cas de détection d'un défaut ou d'une détérioration, l'exploitant y remédie dans les plus brefs délais. Ce contrôle de la surface du sol doit être réalisé a minima 1 fois par an et faire l'objet d'une traçabilité.

Article 10.6.4 - Confinement

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Le confinement des eaux d'extinction est assuré dans le réseau d'égout interne du site équipé de dispositifs d'obturation visés à l'article 10.6.4.

Le dimensionnement de ce confinement est évalué en tenant compte du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre un incendie, du volume de produit libéré par cet incendie, du volume lié au refroidissement des installations de stockage de produits chimiques susceptible d'être mis en œuvre, du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 l par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement.

Si le volume de confinement existant disponible s'avère insuffisant, l'exploitant met en place des mesures organisationnelles pour compenser le volume manquant.

Les eaux confinées susceptibles d'être polluées lors d'un sinistre sont analysées afin de déterminer si un traitement est nécessaire avant rejet. Les effluents et produits récupérés sont éliminés comme des déchets ou rejetés après accord préalable de l'inspection des installations classées.

Les organes de commande des zones de confinement sont signalés, accessibles et manœuvrables même en cas de coupure des énergies.

Une procédure claire et opérationnelle concernant la mise en rétention du site mentionne les moyens de confinement, la localisation des organes de commande et les consignes de leur mise en œuvre.

L'état d'étanchéité des zones de confinement est contrôlé périodiquement et a minima tous les 5 ans. Ces contrôles font l'objet de rapports conservés en permanence par l'exploitant et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 10.6.5 - Dispositifs d'obturation

Les collecteurs des eaux pluviales présents sur le site sont munis de dispositif d'obturation qui permettent en cas de déversement accidentel sur les voiries ou sur les aires de chargement/déchargement d'isoler le réseau.

Les dispositifs d'obturation résistent à la nature des produits utilisés sur le site.

Le bon fonctionnement de l'ensemble des dispositifs de confinement est testé sur une période de trois ans à raison d'au moins un équipement par année.

Les rapports de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 10.7 - PLAN D'ORGANISATION DES SECOURS

Article 10.7.1 - Plan d'organisation des secours (POS)

L'exploitant établit un plan d'organisation des secours (POS) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés dans le cadre de l'étude de dangers de l'établissement.

En cas d'accident, l'exploitant assure à l'intérieur des installations la direction des opérations internes.

Il met en œuvre les moyens en personnel et matériels nécessaires au déclenchement sans retard du POS.

Le plan d'organisation des secours prend en compte les différents scénarios et phénomènes dangereux mis en évidence dans l'étude de dangers révisée référencée 1703EN1D1-41 – Ref. HSEDM/01/041 – Sept 2017 -Version 4.1.

Le plan définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Un exemplaire du POS est disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.

L'exploitant prévoit :

- l'organisation d'exercices périodiques (au moins annuel) du dispositif et/ou des moyens d'intervention,
- la formation du personnel intervenant,
- l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,
- la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers,
- la mise à jour systématique du plan d'organisation des secours en fonction des actualités de l'établissement et des améliorations décidées.

L'inspection des installations classées est informée, au moins un mois à l'avance, de la date retenue pour chaque exercice.

Le compte rendu d'exercice accompagné, le cas échéant, d'un plan d'actions lui est adressé dans un délai maximal d'un mois.

CHAPITRE 10.8 - POLITIQUE DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS MAJEURS (PPAM)

Article 10.8.1 - Politique de prévention des accidents majeurs (PPAM)

Conformément à l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre I^{er} du livre V du code de l'environnement, l'exploitant décrit sa politique de prévention des accidents majeurs dans un document maintenu à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Conformément à l'article R. 515-87 du code de l'environnement et à l'article 9 de l'arrêté du 26 mai 2014, la politique de prévention des accidents majeurs définie à l'article L. 515-33 du code de l'environnement est réexaminée au moins tous les cinq ans et mise à jour si nécessaire.

Elle est notamment réexaminée et mise à jour :

- avant la mise en service d'une nouvelle installation ;
- avant la mise en œuvre de changements notables ;
- à la suite d'un accident majeur.

Le document définissant la politique de prévention des accidents majeurs ainsi que les réexamens périodiques dont il fait l'objet sont soumis à l'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail prévu à l'article L. 4611-1 du code du travail.

TITRE 11 - DISPOSITIONS APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS

CHAPITRE 11.1 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AU DÉPÔT DE SOUDE

Article 11.1.1 - Installations

L'établissement dispose de 4 cuves de soude d'une capacité totale de 280 m³, soit 372 tonnes.

Article 11.1.2 - Dispositions particulières

Le dépôt de soude étant situé en partie en zone inondable, les dispositions tant constructives que d'exploitation sont prises pour assurer respecter l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2007 relatif au plan de prévention du risque inondation (PPRI) sur le département du Val de Marne.

Article 11.1.3 - Règles d'implantation

Les récipients sont placés dans un local très largement aéré.

Tout stockage de récipients doit être situé à distance des produits susceptibles de réagir vivement avec les bases en vue d'éviter tout contact entre eux et à distance de matières combustibles en vue de prévenir tout risque d'incendie.

Toute installation de stockage doit être implantée à une distance d'au moins 5 mètres des limites de propriété.

Article 11.1.4 - Interdiction d'habitations au-dessus des installations

L'installation ne doit pas être surmontée de locaux occupés par des tiers ou habités.

Article 11.1.5 - Comportement au feu des bâtiments

Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- murs et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures ;
- couverture incombustible ;
- portes intérieures coupe-feu de degré une demi-heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;
- porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré une demi-heure ;
- matériaux de classe MO (incombustibles).

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

Article 11.1.6 - Dégagements

Les dégagements sont aménagés de manière à ce que leur répartition, leur largeur, leur nombre ainsi que les distances à parcourir pour atteindre une sortie soient conformes aux exigences des textes en vigueur.

Les cheminements d'évacuation du personnel doivent être jalonnés et maintenus constamment dégagés.

Article 11.1.7 - Accessibilité

L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteurs équipés.

Article 11.1.8 - Ventilation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Dans le cas de ventilation mécanique, le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines. Le stockage est éloigné d'une distance minimale de 10 mètres de toute prise d'air destinée à la ventilation ou à la climatisation de locaux.

Article 11.1.9 - Interrupteur général

Un interrupteur général permettant de couper le courant électrique est installé à proximité d'une issue. Celui-ci doit être clairement signalé.

Article 11.1.10 - Éclairage de sécurité

Un éclairage de sécurité est réalisé de manière à permettre aux occupants une évacuation rapide et sûre des locaux.

Article 11.1.11 - Cuvettes de rétention

La traversée des cuvettes de rétention destinées à l'hydroxyde de sodium ou à l'hydroxyde de potassium par des produits incompatibles avec les bases visées (certains acides par exemple) est interdite, y compris lorsqu'ils sont contenus dans des canalisations aériennes positionnées au-dessus des cuvettes de rétention.

Article 11.1.12 - Repérage des conduits

Les conduits contenant des fluides doivent être repérés conformément à la norme en vigueur. Les dispositifs de coupure sont signalés de façon bien visible et inaltérable.

Article 11.1.13 - Surveillance de l'exploitation

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne habilitée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation. En particulier, les réservoirs devront faire l'objet d'examens périodiques.

Les interventions dans le local pour la surveillance peuvent être effectuées par une personne seule, équipée d'un dispositif d'alarme pour travailleur isolé de type « homme mort ».

Les interventions de maintenance sur les installations chimiques sont effectuées à deux personnes au minimum.

L'examen extérieur des parois latérales et du fond des réservoirs doit être effectué régulièrement sans que l'intervalle séparant deux inspections puisse excéder trois ans (cas des stockages calorifugés). Le bon état de l'intérieur du réservoir doit également être contrôlé par une méthode adaptée. Une attention particulière doit être portée aux réservoirs de stockage à fond plat afin de prévenir tout risque de corrosion externe. Les précautions utiles (ventilation, contrôle de l'absence de gaz toxiques ou inflammables, équipement du personnel qualifié pour ces contrôles, vêtements spéciaux, masques...) sont mises en œuvre.

Si ces examens révèlent un suintement, une fissuration ou une corrosion, il doit être procédé à la vidange complète du réservoir, après avoir pris les précautions nécessaires, afin d'en déceler les causes et d'y remédier. Un contrôle des impuretés éventuelles pouvant être présentes doit régulièrement être effectué. Les lavages pouvant précéder les vérifications périodiques ne doivent pas provoquer d'attaque sensible des

matériaux susceptibles d'être accompagnée de dégagement gazeux.

Le bon état des charpentes métalliques supportant les réservoirs, si tel est le cas, doit également faire l'objet de vérifications. Les dates des vérifications effectuées et leurs résultats seront consignés sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les opérations de dépotage doivent s'effectuer dans le strict respect des dispositions relatives aux entreprises intervenantes. En particulier, toute livraison donnera lieu, au préalable, à l'établissement d'un protocole de chargement/déchargement.

Les opérations de vidange et de remplissage des réservoirs doivent être effectuées de façon à éviter toute possibilité d'épanchement de liquides ou de mélanges de liquides incompatibles. Elles s'effectuent sous la conduite d'une personne dûment habilitée à cet effet et physiquement présente.

L'alimentation des réservoirs s'effectue au moyen de canalisations en matériaux résistant à l'action chimique du liquide ; le bon état des canalisations doit être vérifié régulièrement.

Toute possibilité de débordement de réservoirs, de fûts métalliques ou containers, en cours de remplissage est évitée soit en apposant un dispositif de trop-plein assurant de façon visible l'écoulement du liquide dans les réservoirs annexes, soit en apposant un dispositif commandant simultanément l'arrêt de l'alimentation et le fonctionnement d'un avertisseur à la fois sonore et lumineux.

Les événements, les trous de respiration et, en général, tous mécanismes pour évacuer l'air du réservoir au moment du remplissage ou pour faire pénétrer l'air au moment de la vidange, doivent avoir un débit suffisant pour qu'il n'en résulte jamais de surpressions ou de dépressions anormales à l'intérieur.

Il peut arriver que de l'hydrogène dissous puisse être émis dans le ciel gazeux au-dessus de la phase liquide dans les réservoirs de stockage de soude. Un contrôle de l'absence de gaz inflammables (mélange hydrogène/air) doit précéder toute activité de maintenance.

Article 11.1.14 - Propreté

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières organiques, de produits combustibles ainsi que des produits chimiques susceptibles d'entrer en réaction avec les bases visées. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les bases visées.

Article 11.1.15 - Protection individuelle

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité du dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.

L'installation disposera d'un poste de premiers secours permettant d'intervenir rapidement en cas d'accident. Les risques de toxicité par inhalation d'aérosols peuvent conduire à des "lésions caustiques" des voies respiratoires.

Le matériel d'intervention doit comprendre, au minimum, les équipements de protection individuelle suivants :

- un poste d'eau à débit abondant ;
- des fontaines oculaires et douches de sécurité ;
- des gants et lunettes de protection ;
- 2 combinaisons de protection chimique de type EN adaptée aux risques ;
- des appareils respiratoires autonomes ;
- des dispositifs d'alarme pour travailleur isolé de type « homme mort ».

Article 11.1.16 - Moyens de secours contre l'incendie

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'une capacité en eau suffisante pour le refroidissement des bacs de stockage ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. En particulier, un extincteur de type 21 B (à CO₂ par exemple) est disposé près du tableau général électrique et près des appareils présentant des dangers d'origine électrique.
- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux,...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre notamment le refroidissement des bacs de stockage ; les postes d'eau doivent être équipés en permanence de tuyaux avec lances ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- d'un système interne d'alarme incendie ;
- d'un système de détection automatique d'incendie ;
- d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;
- de matériels spécifiques : masques, combinaisons, etc.

Le personnel doit être formé et entraîné au maniement et au port du matériel de protection. Ces matériels doivent être maintenus en bon état, protégés du gel éventuel, et vérifiés au moins une fois par an. Ils sont disposés de façon bien visible et leur accès est maintenu dégagé.

4.4.2.2- Un panneau signalisateur indiquera la nature du dépôt de manière qu'en cas d'intervention les services de secours public soient prévenus du danger que présente la projection d'eau sans précautions sur les bases concernées. Il précisera explicitement les moyens spécifiques d'extinction à employer.

Article 11.1.17 - Consignes de sécurité

Les consignes prévues à la condition 4.1.2. doivent en outre mentionner l'interdiction de laisser séjourner dans le dépôt des amas de matières organiques (paille, fibres, etc.), de produits combustibles ainsi que des produits chimiques susceptibles d'entrer en réaction avec les bases visées.

Article 11.1.18 - Stockage et manipulation

Dans le cas des substances visées, stockées dans des locaux, ceux-ci doivent être bien ventilés. Elles doivent être stockées à l'écart de toute source de chaleur ou d'ignition, tenues éloignées des substances inflammables ou explosives, des acides, des métaux (aluminium et magnésium notamment), des peroxydes organiques.

Les orifices de dégazage doivent être implantés en point haut des réservoirs de manière à éliminer l'accumulation d'hydrogène dans le ciel gazeux des réservoirs. Lorsque les réservoirs sont stockés à l'intérieur d'une enceinte, les événements doivent déboucher à l'extérieur du bâtiment. Le récipient de stockage, ses accessoires et équipements tels que brides, pieds de bacs, doivent être compatibles avec le produit à stocker et résistants à la corrosion induite par la solution à stocker.

Si les réservoirs sont installés en surélévation, ils seront placés sur des bâtis ou supports construits dans les règles de l'art et offrant toutes garanties de résistance mécanique. Ils sont maintenus à l'abri de toutes corrosions.

Concernant la circulation au sein du dépôt, toutes dispositions doivent être prises pour qu'en aucun cas le

heurt d'un véhicule ne puisse nuire à la solidité de l'ensemble. En conséquence, les voies de circulation sont disposées de telle sorte qu'un intervalle avec bornes de protection surélevées d'au moins cinquante centimètres existe entre le soutènement des réservoirs et les véhicules. Les réservoirs situés en surélévation sont installés de manière telle qu'on puisse facilement circuler et déceler tout suintement ou fuite et y remédier.

Article 11.1.19 - Mise en service

Lors de la première mise en service de l'installation d'emploi et ensuite lors de toute modification ou de réparation de cette installation, un contrôle d'étanchéité sera réalisé par une personne ou une entreprise compétente désignée par l'exploitant. Cette vérification doit faire l'objet d'un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 11.2 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AU DÉPÔT DE CHARBON ACTIF EN POUDRE (CAP)

Article 11.2.1 - Caractéristiques

Le dépôt de charbon actif (CAP) sera installé dans la cour anglaise du bâtiment de pré-traitement.

Les équipements et leurs modalités d'exploitation sont les suivants :

- dépotage à l'air surpressé du CAP par camions citernes ;
- stockage du CAP dans deux silos acier d'une capacité unitaire de 75 m³ ;
- fluidisation du CAP par deux dévouteurs ;
- dosage du CAP par vis doseuses ;
- sécurisation par mise en place de convoyeurs permettant la permutation d'un silo sur l'autre ;
- injection du CAP par trémies de mouillage et hydro-éjecteurs ;
- système de transfert de CAP de silo à silo ;
- installation de CO₂ pour l'inertage gazeux des silos.

Les installations sont implantées au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues (PHEC) définie au plan de prévention du risque inondation de la Marne et de la Seine dans le département du Val-de-Mame approuvé le 12 novembre 2007.

Article 11.2.2 - Conception des installations

Les silos seront conçus et aménagés de manière à limiter la propagation d'un éventuel sinistre (incendie ou explosion) ou les risques d'effondrement qui en découlent.

En particulier, les silos comporteront dans leur partie supérieure des événements d'explosion de surface suffisante.

Article 11.2.3 - Communication avec les locaux mitoyens

Les ouvertures entre les locaux ou les bâtiments occupés par du personnel ou entre les locaux et les aires de chargement/déchargement seront limitées en nombre et en dimension à ce qui est nécessaire à une bonne exploitation. Cette disposition ne devra pas entraver le nettoyage ou l'entretien des silos et des locaux.

Article 11.2.4 - Risque incendie

La conception et la réalisation des installations devra prendre en compte les risques d'incendie, tant par des mesures constructives, que par des mesures d'aménagement, d'équipement ou encore de choix de matériaux, de manière adaptée à la nature du silo et au produit stocké.

Notamment, au titre des aménagements et des équipements, des dispositifs seront installés pour contrôler pour chaque silo, la température du charbon actif dans la masse et en ciel de silo, et la teneur en monoxyde de carbone en ciel de silo.

Toute élévation anormale de la température dans le silo déclenchera une alarme locale à distance, et toutes dispositions seront prises pour y remédier.

Article 11.2.5 - Aires de chargement et de déchargement

Les aires de chargement et de déchargement des produits seront situées en dehors des capacités de stockage et à l'air libre. Elles sont nettoyées en tant que de besoin.

Le circuit de dépotage sera muni de système de captage des poussières, de dépoussiérage et de filtration. Les poussières recueillies sont récupérées en silos de stockage.

Article 11.2.6 - Modalité de conservation

Toutes précautions seront prises pour que le produit pulvérulent ne soit pas exposé à l'humidité.

Article 11.2.7 - Manipulation

Toute manipulation du produit dans le dépôt ou dans toute partie de l'établissement ne pourra se faire que par des procédés évitant toute dispersion des poussières. Un nettoyage régulier et soigné des surfaces sur lesquelles le charbon actif pourra s'accumuler et plus particulièrement sur les surfaces chauffées (par exemple, matériel électrique, moteurs, éclairages...) sera réalisé.

Article 11.2.8 - Modalités de transport du charbon actif

Le transport pneumatique du produit pulvérulent sera réalisé par des technologies appropriées minimisant les risques d'incendie et d'explosion, tels que par exemple l'emploi du vide ou de gaz inerte, ou par tout autre moyen présentant des garanties de sécurité équivalentes.

Article 11.2.9 - Mise à la terre

Conformément à l'article 10.2.2, des liaisons équipotentielles seront établies entre toutes les pièces métalliques y compris la masse métallique des camions ; l'ensemble sera mis à la terre.

Article 11.2.10 - Chauffage des locaux

Il ne pourra y avoir aucun foyer dans le local de stockage et de traitement de produit pulvérulent qui ne puisse être chauffé autrement que par circulation d'eau chaude ou de vapeur basse tension ou par l'électricité.

La température des parois de tout matériel à l'intérieur de ces locaux ne devra pas dépasser 120 °C

Article 11.2.11 - Interdiction de stockage de produits inflammables ou combustibles

On ne pourra emmagasiner dans ces locaux aucun autre produit, ni aucun matériel, autre que ceux nécessaires au stockage de charbon actif. Dans les locaux contigus, il sera interdit de stocker, de quelque manière que ce soit, des produits inflammables ou combustibles en quelque quantité que ce soit.